

Le conflit du Kosovo du côté des opinions

Pour une recherche sur les publics en temps de guerre

Éric Maigret



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6497>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.6497](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.6497)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2002

ISBN : 978-2-86480-839-8

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Éric Maigret, « Le conflit du Kosovo du côté des opinions », *Questions de communication* [En ligne], 1 | 2002, mis en ligne le 01 mars 2002, consulté le 09 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6497> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.6497>

Ce document a été généré automatiquement le 9 décembre 2021.

Questions de communication is licensed under CC BY-NC-ND 4.0 The Creative Commons license icons for BY (Attribution), NC (Non-Commercial), and ND (No Derivatives), along with the CC logo itself.

Le conflit du Kosovo du côté des opinions

Pour une recherche sur les publics en temps de guerre

Éric Maigret

- 1 Les publics et leurs réactions aux images de guerre ont été au cœur des débats sur l'intervention occidentale au Kosovo en 1999. Précisons-le toutefois : ce n'est pas la connaissance de ces publics qui a alimenté ces débats mais bien les supputations sur leurs relations aux médias. Le traitement médiatique de la guerre du Kosovo a ainsi fait l'objet de jugements très contradictoires, extrêmes, révélateurs des fantasmes qui entourent le rôle des médias dans les sociétés occidentales, notamment celui de l'intoxication possible des publics par la propagande¹. Le spectre de l'hyperpuissance des médias d'information a été agité pendant et après le conflit, laissant augurer d'un échec des actions armées menées par les alliés : on retrouve ici la peur des militaires et des politiques obsédés depuis la guerre du Vietnam par l'idée que l'opinion puisse être dirigée par l'image, celle de la mort de soldats occidentaux conduisant mécaniquement à un abandon de l'intervention. Réciproquement, l'extrême efficacité d'une propagande au service de ces mêmes alliés a été dénoncée, la servilité des médias à l'égard des pouvoirs politiques coalisés, nécessairement bellicistes, étant reprochée par un Noam Chomsky ou un Régis Debray.

La guerre et l'étude des publics

- 2 La guerre – par l'intensité des émotions et des enjeux qu'elle mobilise – est en fait l'un des derniers refuges de la croyance primaire en la manipulation des individus et des foules par les médias, en l'existence d'effets directs sur des opinions martelées par l'information. Elle est le révélateur des angoisses téléphobiques, des figures classiques de dénonciation des médias, pour tous ceux qui estiment que les opinions se forment sous l'action des médias ou grâce à eux alors qu'elles se forment en partie hors des médias, en partie avec eux. Elle est un domaine de recherche où l'attention aux rationalités individuelles et collectives des téléspectateurs est encore très peu

développée. Ce constat peut paraître surprenant puisque le questionnement sur les publics et leurs rapports à l'information en temps de guerre est cosubstantiel à la naissance des recherches sur les médias avec les travaux de Lasswell (1927). Mais il faut rappeler que cette tradition de recherche – parsemée de résultats importants sur la psychologie des spectateurs/lecteurs – est surtout la source d'une réflexion en termes d'effets qui a largement obéré une analyse plus souple en termes d'interactions.

- 3 Une telle analyse a connu un réel essor à partir des années 1970 avec les travaux sur la guerre du Vietnam, les guerres israélo-arabes, la guerre des Falklands et celle du Golfe. Elle se concentre cependant la plupart du temps sur des éléments empiriques assez limités, les enquêtes d'opinion, sans relier pleinement les attitudes des publics avec leurs consommations médiatiques. Les chercheurs essaient avant tout de définir et de mesurer le soutien public aux engagements militaires dans une optique de sciences politiques qui est, au fond, en affinité avec des demandes normatives et institutionnelles, ou avec des débats plus larges sur la notion d'opinion publique (Mueller, 1973 ; Zaller, 1992). Les résultats attestent d'une marge de manœuvre des publics à l'égard de l'information et inversent parfois l'idée d'un suivisme des publics au profit de l'idée d'un suivisme des médias : durant le conflit vietnamien, ce sont plutôt les médias qui ont répondu aux changements de l'opinion publique et non l'inverse (Hallin, 1986 et 1994). La théorie des effets d'agenda est largement utilisée dans les études américaines sur la guerre du Golfe (voir Zhu, 1992 ; Iyengar et Simon, 1993 ; ou Blood, Phillips et Peter, 1997), dans le prolongement d'une réflexion sur les influences réciproques des opinions. Cette piste de recherche peut déboucher sur une analyse plus anthropologique, cherchant à décrire le soutien à la guerre comme un phénomène rituel de renforcement de la cohésion sociale (dans le cadre de travaux impulsés par Elihu Katz dès les années 1970).
- 4 Le passage à des analyses qualitatives des réactions des publics-citoyens fait cruellement défaut, comme l'observe Dan Hallin (1997) dans son bilan sur le traitement scientifique de la relation guerre-médias. L'utilisation de questionnaires directifs ou semi directifs s'est certes répandue, mais en se mettant principalement au service du paradigme très fonctionnaliste des usages et gratifications, ainsi que de l'analyse psychosociologique en termes d'attitudes. Il s'agit de déterminer le degré d'exposition des publics aux médias, leur degré de compréhension, la corrélation de l'autoritarisme comme trait personnel ou groupal avec le soutien à la guerre. Certains résultats obtenus peuvent surprendre par leur caractère prosaïque ou quasi redondant, fréquent dans ce type d'analyse : les publics ont en moyenne une faible connaissance des événements (comme de la plupart des événements présentés aux journaux télévisés) et ils n'expérimentent pas nécessairement la guerre comme un jeu vidéo très spectaculaire ! L'analyse de réception, si elle n'était largement absente dans ce domaine, pourrait enrichir ces constats. La recherche ethnographique a pour sa part fait désertion – constat sur lequel je reviendrai plus longuement pour tenter d'en donner les raisons.

Un cadre d'analyse : un conflit transnational

- 5 L'importance d'une enquête systématique sur les publics en temps de guerre ne fait pourtant pas de doute. Elle doit avoir lieu à des fins de connaissance et non seulement à des fins politiques et normatives, c'est-à-dire pour disculper des nations en guerre dont

il s'agirait simplement de montrer qu'elles bénéficient du soutien de leur population, ou pour manifester leur résistance face à une propagande toute puissante. Comprendre les inflexions dans la perception des informations, accorder des capacités de formation des idées et des actions, revient paradoxalement à inscrire la guerre dans un espace démocratique toujours très contraint par l'information et les pouvoirs mais, en partie, autonome.

- 6 L'exemple de la guerre du Kosovo pourrait servir ici à esquisser un programme d'analyse dans le cas français. J'ai déjà émis l'hypothèse dans des travaux antérieurs (Maigret, 2001a et 2001b) que cette guerre pouvait avoir eu lieu sur un fond idéologique, ou plus précisément messianique, très original : elle n'a pas opposé seulement une nation à un ensemble de nations – ce qui relève de la géopolitique classique – mais une nation à une entité composite qui revendiquait le droit de parler et d'agir au nom d'une humanité et/ou d'une justice sans frontière. Le cadre transnational, voire postnational, du conflit a été largement relevé à des fins critiques ou militantes, que l'on ait été pour ou contre le principe de l'intervention occidentale : le sens de ce basculement historique n'est pas encore fixé, mais il oriente le déchiffrement des événements. S'interroger sur le conflit conduirait par conséquent à développer l'étude rétrospective de la relation entre les agendas télévisuels et les agendas des publics, à analyser la perception du travail de communication des journalistes, des politiques et des militaires, et par conséquent à se prononcer sur les questions les plus traditionnelles (quel a été le rôle des médias dans la légitimation de l'intervention ?, quelle a été l'ampleur du soutien à la guerre et le rythme de son érosion, etc.), tout en testant les degrés d'implication des publics dans le cadre trans ou postnational. Les questions à aborder pourraient ainsi être ordonnées au départ à partir d'un double clivage : interventionniste / anti-interventionniste, croyance au seul droit des nations / croyance en une logique supérieure à celle des nations, morale et/ou juridique. Le croisement des deux critères fournit un tableau à quatre entrées d'opinions relatives au conflit (celles-ci étant dégagées *a priori* et à titre d'hypothèses à partir des réflexions exprimées dans les deux articles mentionnés *supra*, cf. tableau 1).

Ce que nous apprennent les enquêtes d'opinion

- 7 Il faut débiter par les sondages pour appréhender la perception du conflit. Ceux-ci sont bien sûr critiquables : ils se contentent de survoler la réalité des interactions entre les individus et les groupes et ne sont que des instruments grossiers à fort effet d'imposition, de ventriloquie. Mais détaillés et agencés, ils sont déjà suffisants pour dissiper la ventriloquie plus puissante des élites intellectuelles se sentant habilitées à parler au nom du « peuple », à dire ses réactions supposées face au flot d'informations et de bombes : un ensemble de réponses tronquées peut s'avérer plus pertinent qu'un discours très ordonné mais imposé.
- 8 Le baromètre Médias de la Sofres mesurant la « crédibilité » des médias d'information une fois l'an témoigne, dans son édition de janvier 2000, de l'appréciation positive d'une grande majorité de la population à l'égard du traitement que les médias ont opéré de l'intervention militaire occidentale au Kosovo (tableau 2). Ce résultat s'accompagne d'une nette amélioration de la crédibilité des médias (télévision et journaux) pour l'année 1999 (graphique 1) dans un contexte de déclin tendanciel. Le conflit du Kosovo n'est qu'un des éléments survenus durant l'année 1999, il est donc

impossible d'établir une corrélation simple entre ces deux éléments. La photographie jure néanmoins avec celle de 1991 et l'impact négatif de la guerre du Golfe ; un retour à la tendance baissière en 2001 souligne pour sa part le caractère isolé des résultats 2000. Les raisons de cette médiaphilie soudaine peuvent être au moins doubles : reconnaissance de la compétence des journalistes et soutien à l'intervention elle-même. Le croisement n'est évidemment pas à exclure : l'intervention au Kosovo a été précédée par six ans de débats publics et de mises en perspective sur les guerres en Croatie et en Bosnie, avec les changements de tons et de points de vue adoptés par l'État et les médias français durant la période, ces changements ayant d'ailleurs peut-être contribué à favoriser un travail de réflexion et de décision. Le soutien à l'intervention au Kosovo n'est pas seulement le produit d'un court terme, mais le résultat de l'identification du responsable serbe des conflits dans les Balkans.

- 9 Une autre enquête Sofres, réalisée pour *Libération* durant les bombardements (27-29 avril 1999), permet de répondre partiellement aux questions posées dans la partie précédente et de valider les oppositions suggérées. Je partage ici le point de vue d'Alain Joxe et son commentaire éclairant (Joxe, 2000). Le soutien à l'engagement militaire ressort très nettement dans le tableau 3, et l'on peut dire que sa structuration se fait d'abord en faveur d'un droit ou d'un devoir moral d'ingérence, même si la question posée déborde le seul cas de la guerre du Kosovo (tableau 4). La logique interventionniste au nom d'intérêts nationaux, voire impérialistes (intervenir pour aider des alliés ou ramener la paix), n'est pas absente et séduit surtout à droite (sympathisants RPR et Démocratie libérale), mais elle recueille moins de suffrages que la logique « humanitaire », particulièrement populaire chez les sympathisants UDF et PS, chez les jeunes et chez les femmes. La responsabilité du conflit est d'abord attribuée au nationalisme serbe, cité par 48 % des Français, alors que l'autonomisme kosovar ne réunit que 2 % des personnes interrogées, l'idée d'une responsabilité partagée atteignant néanmoins le niveau de 39 %.
- 10 Le non à l'intervention (qui s'élève à 20 %) est surtout motivé par des craintes d'embrasement généralisé en Europe ou par l'espoir d'un compromis possible avec Slobodan Milosevic, et non vraiment par des arguments juridiques ou isolationnistes (tableau 5). Il est répandu seulement dans les rangs des sympathisants communistes (48 % pour, 45 % contre l'intervention) et, dans une moindre mesure, dans ceux des écologistes (deux tiers pour, un tiers contre ou sans opinion) et du FN (53 % pour, 27 % contre et 20 % de sans opinion). S'il n'est pas possible de tester la force du sentiment pacifiste et non-violent, puisque aucune question ne porte précisément sur lui, le sentiment de rejet xénophobe et religieux des musulmans kosovars s'avère mesurable : il ne représente que 9 % des 20 % de personnes opposées à l'intervention, c'est-à-dire moins de 2 % des personnes interrogées. Les sondages révèlent ainsi une très large absence de réflexion en termes ethniques et religieux. On peut d'ailleurs imaginer que l'engagement religieux favorise plutôt le soutien à l'intervention militaire, car ce dernier est plébiscité par les sympathisants chrétiens-démocrates dans sa forme « humanitaire » (les socialistes proches de ces derniers pouvant se réclamer de valeurs solidaristes ancrées dans une tradition laïque).
- 11 Une des surprises des sondages d'avril 1999 réside dans l'interprétation de l'action militaire engagée par l'OTAN. Une majorité d'individus fait part de son scepticisme à l'égard de la stratégie de tout bombardement développée par l'OTAN pour faire plier Slobodan Milosevic, jugeant l'intervention terrestre probablement plus efficace

(tableau 6). 60 % des Français interrogés approuvent même l'idée d'un envoi de troupes terrestres françaises pour combattre au sol (tableau 7). Ces éléments suffisent à contredire la thèse très répandue d'une large réticence des citoyens à l'idée d'engager des armées terrestres, donc celle de l'aversion absolue au risque de pertes humaines, quelles que soient les raisons de cette prise de position : réel calcul tactique, rejet de la définition dominante de l'intervention par les Américains, poids de la vision d'une armée de conscription où la troupe compte avant tout². Ils manifestent également le degré d'indépendance des publics à l'égard des médias qui relayaient surtout durant le conflit la thèse du succès rapide des Occidentaux par la seule manœuvre aérienne.

Pour des études de réception

- 12 Pour intéressants et surprenants que soient ces résultats (si l'on en demeure à une vision pauvre des publics), ils se contentent d'effleurer les perceptions d'une guerre et de sa médiatisation. On peut attendre d'enquêtes qualitatives qu'elles approfondissent le regard jeté sur les publics en déployant les multiples niveaux d'interprétation du conflit, en réinscrivant ce dernier dans le temps long et dans des cultures. Les instruments disponibles seraient alors ceux-ci :
- l'étude des prises de position dans l'espace public (le site Internet de *Libération* apparaissant particulièrement important dans le contexte français) ;
 - l'étude de petits groupes analysant des images de guerre provenant de journaux télévisés (en observation participante) ;
 - l'analyse des courriers publiés dans des quotidiens et hebdomadaires (par exemple *Le Figaro*) ;
 - les comparaisons avec les enquêtes menées dans d'autres pays.
- 13 Ce tournant devrait naturellement se produire à partir d'une sociologie de la réception ou d'une ethnographie des pratiques, si fécondes dans la recherche en communication. Force est de constater qu'il n'a pas eu lieu lors de la couverture de cette guerre, ni lors des précédentes. L'étude de la guerre semble buter sur un tabou dans la recherche empirique sur les médias de masse : expression ultime de la violence, elle ne constitue pas un objet potentiellement progressiste pour des chercheurs largement marqués à gauche. Il est ainsi intéressant de noter que les membres des *Cultural Studies* britanniques, qui ont contribué si activement au passage d'un paradigme critique à un paradigme empirique dans le champ du divertissement dit de masse, n'ont pas opéré ce virage dans le champ de la couverture médiatique des conflits armés. L'étude de référence de ce courant de recherche demeure le *War and Peace News* du Glasgow University Media Group (1985), centré sur la seule analyse des contenus des médias et sur la démonstration des diverses intentions des pouvoirs de museler l'information ou sur les insuffisances professionnelles des journalistes. La guerre semble non seulement incompatible avec la défense d'idéaux de gauche, elle est également antithétique de l'idée de pluralité des réceptions, parce qu'elle reposerait d'abord sur un bombardement des opinions forcées et contraintes à l'obéissance, parce qu'elle implique ensuite un acte politique lourd, une décision tranchée, un oui ou un non, qui conduit à la restriction de sens. L'argument de libre décodage du sens a par conséquent des limites flagrantes en temps de guerre.
- 14 Pour ma part, je crois utile qu'une transgression se produise afin que les efforts des spécialistes des médias rejoignent ceux des historiens, reconstruisant par exemple la

« culture de guerre » de 1914-1918 (Audoin-Rouzeau, Becker, 1997) ou différenciant les attitudes des appelés et les agendas des journaux (Becker, 1977 et 1980). Le positionnement idéologique des chercheurs ne peut bloquer à lui seul le développement d'une recherche, d'autant qu'un conflit n'est pas exempt d'ambiguïtés politiques. La guerre du Kosovo a ainsi été indubitablement un marqueur de transnationalisation, au moins dans la perception qu'en ont eu les publics-citoyens. Les *Cultural Studies* et tous les courants qui s'orientent depuis plus de dix ans, sous l'impulsion première de Stuart Hall, David Morley et Kevin Robins, en direction d'une réflexion sur la poussée du transnational ou du postnational comme force progressiste, ne peuvent ignorer cette réalité. L'argument des limites de l'interprétation en temps de guerre n'est d'autre part pas incohérent. Mais ces dernières se situent en aval de la réflexion, du côté de l'action, et ne s'exercent pas en amont : il est possible de parvenir à des réponses tranchées – un oui ou un non – à partir d'idées très différentes, le oui ou le non prenant d'ailleurs des sens très variés. La guerre, situation de rareté de l'information et du débat, n'exclut pas totalement ni fondamentalement l'expression des opinions, surtout hors cadre totalitaire. Si le propre de la recherche en réception et ethnographique est de donner de la voix à ceux que l'on entend peu ou pas, il est nécessaire d'inclure les situations politiques extrêmes dans le champ d'analyse. La guerre est une chose trop sérieuse pour que les publics-citoyens ne soient pas entendus.

Graphique 1 : L'évolution de la crédibilité de la télévision comme source d'information.

Source : Sofres, Baromètre Médias (janvier 2000).

Tableau 1 : Opinions relatives au conflit.

	Position interventionniste	Position anti-interventionniste
Droit des nations	<ul style="list-style-type: none"> • nationalisme pro-kosovar, pro-français, pro-américain, ... • politique de puissance et d'expansion hors des frontières (impérialisme) • droit du plus fort de faire régner l'ordre près de ses frontières • aide à des pays alliés • volonté de transmettre certaines valeurs propres aux sociétés occidentales 	<ul style="list-style-type: none"> • nationalisme anti-américain, pro-serbe, ... • relativisme des valeurs et isolationnisme (pourquoi s'intéresser aux autres tant qu'ils ne nous menacent pas ?) • légalisme (les nations ne doivent pas se mêler des affaires intérieures des autres nations, chaque nation a ses lois, son autonomie) • théorie de l'équilibre des intérêts dans un monde figé (comme durant la guerre froide) et/ou crainte d'une riposte russe ou chinoise

Logique transnationale	<ul style="list-style-type: none"> • solidarisme, devoir moral d'ingérence : il faut sanctionner les nations qui enfreignent clairement les droits de l'homme • défense d'une justice des nations et d'un droit supranational • soutien à des populations sœurs (même religion, ethnie, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • renoncement à la violence interétatique d'inspiration religieuse et morale • pacifisme laïque, tiers-mondisme, écologisme • internationalisme révolutionnaire de gauche • non soutien à des populations ethniquement ou religieusement éloignées
------------------------	--	---

Tableau 2 : Diriez-vous que les médias ont plutôt bien rendu compte ou plutôt mal rendu compte de l'intervention militaire occidentale au Kosovo ?

	Plutôt bien rendu compte	Plutôt mal rendu compte	Sans opinion
Total %	60	28	12
Sexe			
• Homme	56	35	9
• Femme	64	22	14
Âge			
• 18 à 24 ans	67	24	9
• 25 à 34 ans	57	33	10
• 35 à 49 ans	60	28	12
• 50 à 64 ans	60	29	11
• 65 ans et plus	61	24	15
Préférence partisane			
• Gauche	59	31	10
dont - Parti communiste	35	56	9
- Parti socialiste	63	26	11
• Ecologistes	65	28	7
• Droite	64	28	8
dont - UDF	59	33	8

- RPR	70	22	8
- RPF	64	29	7
Sans préférence partisane	55	24	21

Source : Sofres, Baromètre Médias (janvier 2000).

Tableau 3 : Si vous repensez à la situation en Yougoslavie, il y a cinq semaines au moment des négociations de Rambouillet, diriez-vous avec le recul :

Qu'il fallait intervenir au Kosovo	70 %
Qu'il ne fallait pas intervenir au Kosovo	20 %
Sans opinion	10 %
Total	100 %

Source : enquête Sofres du 27 au 29 avril 1999 pour *Libération*.

Tableau 4 : Pour chacun des cas suivants, estimez-vous qu'il justifie ou non d'envoyer des soldats français se battre à l'étranger ?

	Oui	Non	Sans opinion	Total
L'invasion de pays avec lesquels la France a des traités d'alliance ou d'assistance (Moyen-Orient, Afrique)	56	34	10	100 %
Contribuer à ramener la paix lors d'un conflit entre deux pays	64	29	7	100 %
Porter assistance à une population en détresse à l'occasion d'une guerre civile au nom du droit de s'ingérer dans des affaires extérieures lorsque des vies sont menacées	78	15	7	100 %

Source : enquête Sofres du 27 au 29 avril 1999 pour *Libération*.

Tableau 5 : Pour quelles raisons estimez-vous que l'OTAN ne devrait pas intervenir ?

À ceux qui estiment que l'OTAN ne devrait pas intervenir (20 % de l'échantillon)	
Cela risque de provoquer un conflit généralisé en Europe	41
Il y avait un moyen d'arriver à un compromis négocié avec Milosevic	35
Les pays de l'OTAN n'avaient pas à intervenir dans une affaire intérieure à la Serbie	23

Cela risque de provoquer un conflit avec la Russie	21
Les conflits internes au Kosovo ne nous concernent pas	19
L'OTAN n'avait pas de mandat de la part de l'ONU	18
Les Serbes sont dans leur droit, ils défendent leur territoire	11
Il ne faut pas combattre des chrétiens au profit de musulmans	9
Autres raisons	5
Sans opinion	2
	% (1)

(1) Le total de pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Source : enquête Sofres du 27 au 29 avril pour *Libération*.

Tableau 6 : Parmi les opinions suivantes, de laquelle vous sentez-vous le plus proche ?

On pourra contraindre Milosevic à la négociation en accentuant les frappes aériennes	32
On ne pourra pas contraindre Milosevic sans intervention terrestre au Kosovo	51
Sans opinion	17
	100 %

Source : enquête Sofres du 27 au 29 avril pour *Libération*.

Tableau 7 : Si les frappes aériennes se révélaient insuffisantes pour mettre fin aux actions des Serbes au Kosovo, seriez-vous favorable ou défavorable à l'envoi de troupes terrestres françaises pour combattre au sol aux côtés de l'OTAN ?

Tout à fait favorable	23	60
Plutôt favorable	37	
Plutôt défavorable	16	34
Tout à fait défavorable	18	
Sans opinion	6	
	100 %	

Source : enquête Sofres du 27 au 29 avril pour *Libération*.

BIBLIOGRAPHIE

- Audoin-Rouzeau S., Becker A., 1997, « Violence et consentement : la “culture de guerre” du premier conflit mondial », in : Rioux J.-P. et Sirinelli J.-F., dir., *Pour une histoire culturelle*, Paris, Éd. du Seuil.
- Becker J.-J., 1980, *Les Français dans la Grande Guerre*, Paris, Laffont.
- Becker J.-J., 1977, *1914 : comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, FNSP.
- Blood D., Phillips P., 1997, « Economic Headline News on the Agenda: New Approaches to Understanding Causes and Effects », in: McCombs M., Shaw D., Weaver D., eds., *Communication and Democracy. Exploring the Intellectual Frontiers in Agenda-Setting Theory*, Londres, Lawrences Erlbaum Associates.
- Glasgow University Media Group, 1985, *War and Peace News*, Milton Keynes, Open University Press.
- Hallin D., 1997, « The Media and War », in: Corner J., Schlesinger P. et Silverstone R., eds., *International Media Research. A critical Survey*, Londres, Routledge.
- Hallin D., 1994, « Images de guerre à la télévision américaine. Le Vietnam et le Golfe persique », *Hermès*, 13-14, pp. 121-132.
- Hallin D., 1986, « *The Uncensored War* ». *The Media and Vietnam*, New York, Oxford University Press.
- Iyengar S., Simon A., 1993, « News Coverage of the Gulf Crisis and Public Opinion. A study of Agenda-Setting, Priming and Framing » *Communication Research*, 20, pp. 365-383.
- Joxe A., 2000, « L'impact du conflit du Kosovo dans l'opinion publique française », in : Duhamel O., Méchet Ph., eds., *Sofres. L'état de l'opinion*, Paris, Éd. du Seuil.
- Lasswell H., 1927, *Propaganda Techniques in the world War*, New York, Knopf.
- Maigret É., 2001a, « Le journal télévisé de Bagdad à Belgrade. Le problème du récit par temps de guerre transnationale », in : Fleury-Vilatte B., dir., *Le récit médiatique*, Paris, INA/Éd. L'Harmattan.
- Maigret É., 2001b, « Les médias, le Kosovo et la question de la compassion », in : Mathien M., dir., *L'information dans les conflits armés. Du Golfe au Kosovo*, Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Communication.
- Mueller J.E., 1972, *War, Presidents and Public Opinion*, New York, Wiley.
- Sofres, 2000, *Baromètre médias*.
- Zaller J., 1992, *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Zhu J., 1992, « Issue Competition and Attention Distraction. A Zero Sum Theory of Agenda Setting », *Journalism Quarterly*, 68, pp. 825-836.

NOTES

1. Une analyse des deux grands journaux télévisés français pendant le conflit permet de chasser ces spectres très commodes. L'information télévisée a subi de nombreuses contraintes et s'est heurtée à des limites parfois flagrantes, mais elle a aussi fait preuve de diversité et de complexité (Maigret, 2001a).

2. À mon sens, Alain Joxe a quelque peu tendance à faire preuve, ici, de ventriloquie à l'égard des événements et des publics lorsqu'il remarque que « c'est l'opinion publique française qui avait raison d'estimer l'action terrestre indispensable » (Joxe, 2000 : 216) puisque la seule évocation de cette menace aurait permis de faire capituler Belgrade. Ceci n'enlève rien à l'intérêt de son texte et ne signifie pas, au fond, qu'il ait tort : cette double affirmation est difficilement vérifiable.

RÉSUMÉS

La guerre, par l'intensité des émotions et des enjeux qu'elle mobilise, est l'un des derniers refuges de la croyance primaire en la manipulation des individus et des foules par les médias. Les publics et leurs réactions aux images de guerre ont ainsi été au cœur des débats sur l'intervention occidentale au Kosovo en 1999, les supputations sur leurs relations aux médias l'ayant emporté sur la connaissance de ces relations. Un regard sur les sondages d'opinion permet cependant de souligner la complexité des interprétations du conflit et de mesurer l'importance que des enquêtes de réception pourrait revêtir pour la recherche.

INDEX

Mots-clés : guerre, Kosovo, France, médias, sondages, réception, transnational

AUTEUR

ÉRIC MAIGRET

Laboratoire Communication et politique

Université Paris 3

eric.maigret@libertysurf.fr